

DIRECTION DU BUDGET

Paris, le 17 JAN. 2019

TÉLÉDOC 246  
139, RUE DE BERCY  
75572 PARIS CEDEX 12

NOR : CPAB1835011C  
N° interne DF-2REC-18-3545

LE MINISTRE DE L'ACTION  
ET DES COMPTES PUBLICS  
A MESDAMES ET MESSIEURS LES MINISTRES  
ET SECRÉTAIRES D'ÉTAT  
*A l'attention de Mesdames et Messieurs  
Les responsables de la fonction financière  
ministérielle,  
Les directeurs des affaires financières,  
Les responsables de programme,  
Les responsables de BOP*

**Objet : Maîtrise des retraits d'engagement d'années antérieures – Mise en œuvre du processus dans Chorus.**

**Réf :** Circulaire FCPB1414766C du 16 juillet 2014

P.J. : 3

En application des dispositions de la loi organique relative aux lois de finances et du décret relatif à la gestion budgétaire et comptable publique (GBCP), le respect du principe d'annualité des crédits d'autorisations d'engagement (AE) doit faire l'objet d'une attention particulière en vue de garantir la qualité de la comptabilité budgétaire. En particulier, il importe de maîtriser les effets des retraits d'engagement impactant des AE d'exercices antérieurs. En effet, par principe, les opérations de retraits d'engagement ont vocation à conduire à due concurrence à des annulations d'AE en loi de règlement. Par exception, des cas limitativement prévus par le Recueil des règles de comptabilité budgétaire permettent de rendre les AE à nouveau disponibles («recyclages»). Il importe donc d'organiser efficacement le contrôle de la bonne application de la règle et de ses exceptions.

Dans cette perspective, la circulaire du 16 juillet 2014 citée en référence et relative à la maîtrise des retraits d'engagements d'années antérieures avait instauré un processus de dialogue entre les contrôleurs budgétaires et les responsables de budgets opérationnels de programme visant à :

- faciliter l'identification du montant des AE issues de retraits d'engagement d'années antérieures ;
- assurer l'indisponibilité de celles dont le recyclage est interdit en application de l'article 160 du décret GBCP et du recueil des règles de comptabilité budgétaire de l'Etat ;
- fiabiliser le calcul du montant des AE disponibles éligibles au report et de celles devant être annulées par la loi de règlement.

Diffusion générale

Ces principes restent applicables et voient leur effet renforcé par la mise en production dans Chorus en janvier 2019 d'une amélioration fonctionnelle avec la nouvelle restitution « **ZREJB** ».

En effet, jusqu'alors, les échanges entre les contrôleurs et les responsables budgétaires s'appuyaient sur une restitution mensuelle, sur le site DIAPASON, de données pré-formatées et regroupées par périmètre de contrôle budgétaire et de budget opérationnel de programme, enrichies par la suite des imputations budgétaires au niveau le plus fin.

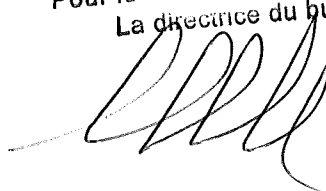
L'évolution de Chorus permet d'améliorer sensiblement le dispositif notamment en garantissant les points suivants :

- une exhaustivité des données : l'ensemble des retraits d'engagements d'années antérieures sera disponible au sein d'une seule restitution, accessible aux gestionnaires et aux contrôleurs budgétaires ;
- une plus grande traçabilité : l'ensemble des demandes de recyclages, leur justification réglementaire et les autorisations données sur un BOP par le contrôleur budgétaire seront dématérialisées et conservées dans Chorus ;
- un calcul automatique des montants des blocages à réaliser en cohérence avec les retraits d'engagements des années antérieures non recyclables ;
- une possibilité d'adaptation du calendrier de traitement des demandes de recyclage.

La présente circulaire, qui se substitue donc à celle du 16 juillet 2014 précise en annexe le cadre du dispositif ainsi rénové et dématérialisé qui a vocation à s'appliquer dès la gestion 2019.

Toute adaptation du dispositif qui se justifierait par des caractéristiques propres à certains programmes doit faire l'objet d'un accord du contrôleur budgétaire et comptable ministériel du ministère auprès duquel les crédits du programme sont ouverts.

Pour le Ministre et par **délégation**  
La directrice du budget



**Amélie VERDIER**

## **ANNEXE 1 – Mode opératoire**

### **1. Présentation de la restitution ZREJB dans Chorus**

ZREJB constitue une restitution de l'intégralité des retraits d'engagements conduisant à des retraits d'engagements juridiques basculés (REJB). Par cette restitution, les gestionnaires RBOP/RUO peuvent saisir leurs demandes de recyclages d'AE et les contrôleurs budgétaires, leur accord ou refus. Il est précisé que cette restitution n'intègre pas la possibilité de joindre des pièces justificatives.

#### **Détail des données restituées**

Les retraits d'engagements sont individualisés selon les caractéristiques suivantes :

- Centre financier de niveau UO
- Référence de la Tranche fonctionnelle (le cas échéant)
- Code activité
- Domaine fonctionnel
- N° d'engagement juridique (ou n° autres pièces)
- N° du poste de référence
- Texte du poste
- N° de pièce REJB
- Montant de la pièce REJB
- Référence du fonds (fonds de concours ou attribution de produits) le cas échéant
- Compte PCE
- Centre de coût
- Société comptable
- Période (mois).

#### **Fonctionnalités de saisies par les RBOP-RUO**

Sur les centres financiers UO sur lesquels ils sont habilités en écriture (pour les processus relevant du MP2<sup>1</sup>), les gestionnaires saisissent sur les lignes concernées, leurs demandes de recyclages assorties des références au motif réglementaire issu du Recueil des Règles de comptabilité budgétaire de l'Etat. Il est également possible de ne demander qu'un recyclage partiel par indication du montant souhaité.

La liste des codes de motifs ainsi que leur description est donnée en annexe 2.

#### **Fonctionnalités de saisies par les contrôleurs budgétaires**

Lorsqu'une demande recyclage est saisie sur une ligne, le contrôleur budgétaire (profils ACCF dans Chorus) mentionne son accord ou son refus.

---

<sup>1</sup> MP2 : macro-processus « Allocation et mise à disposition des ressources »

### Montants calculés dans Chorus

En fonction des demandes de recyclages saisies et des accords enregistrés, Chorus détermine :

- Le montant des retraits hors TF
- Le montant des retraits sur TF
- Le montant total des retraits
- Le montant des recyclages demandés
- Le montant des recyclages autorisés par le contrôleur budgétaire
- Le montant des blocages d'AE à effectuer sur le centre financier de niveau BOP.

## **2. Mise en œuvre du processus dans Chorus**

La restitution ZREJB permettant en temps réel à chaque acteur (RUO/RBOP/RPROG/Contrôleur budgétaire) de disposer des informations les plus détaillées sur les pièces Chorus ayant généré des retraits d'engagements d'années antérieures, **les fichiers mensuels de restitution par BOP ne seront plus mis à disposition sur le site Diapason.**<sup>2</sup>

Néanmoins, le dispositif mis en œuvre en 2014 en terme de cadencement de saisie des demandes, de réponse du contrôleur budgétaire et de réalisation des blocages d'AE non recyclables demeure inchangé.

### a. Saisie des demandes de recyclages par les RBOP et RUO

#### *Calendrier*

La saisie des demandes s'effectue à un rythme mensuel ou plus espacé en fonction des enjeux. Elle peut donc couvrir plusieurs mois successifs mais doit cependant intervenir a minima à la fin de chaque quadrimestre, de manière à en disposer lors des comptes rendus de gestion des BOP.

En fin d'année (mois de décembre) ou en cours d'année, en cas de besoin urgent, afin de permettre le traitement de la demande et de ses conséquences dans un temps resserré, il est recommandé d'opérer une saisie au fil de l'eau.

**Le contrôleur budgétaire en charge de l'avis sur le BOP précise et informe les services concernés du calendrier dans lequel le contrôle est opéré et les blocages d'AE non recyclables réalisés : ce calendrier tient compte des enjeux présentés sur le BOP concerné (notamment fréquence des demandes de recyclage et montants).**

---

<sup>2</sup> A titre transitoire, des fichiers de restitutions simples seront publiés dans les premiers mois de 2019

### *Acteurs*

Les saisies de demandes de recyclage d'AE peuvent être *techniquement* effectuées dans Chorus autant par les profils RUO, RBOP ou RPROG sur leurs centres financiers de compétence. Ainsi, il convient qu'au sein d'un BOP, le responsable de BOP définisse les règles de saisie (rythme, acteurs) compatibles avec les échéances définies par le contrôleur budgétaire. A cet effet, il est précisé que toute demande saisie par un profil RUO peut faire l'objet d'une modification par le profil RBOP dont il relève en fonction de l'examen qu'il aura effectué sur la motivation de la demande.

### *Modalités*

Toute saisie de demande de recyclage est forcément associée au choix d'un code de motif de recyclage. Ces cas correspondent aux autorisations listées dans le recueil des règles de comptabilité budgétaire et rappelées en annexe 2. Une zone commentaire permet d'ajouter toute information quant au cas concerné. Cette zone peut être modifiée mais conserve l'ensemble des historiques des saisies et des acteurs ayant saisi.

Dans les situations où de nombreux recyclages sont demandés (par exemple, en cas de transferts d'assignation comptable ou de service exécutant), Chorus permet des saisies « en masse ».

#### **b. Examen des demandes par le contrôleur budgétaire et mise en œuvre des blocages**

Le contrôleur budgétaire définit la fréquence à laquelle il procède à l'examen des demandes de recyclage et la saisie de son accord ou refus dans Chorus. Il en informe les responsables de BOP. Toutefois, en cohérence avec le calendrier des comptes rendus de gestion, il convient que l'ensemble des demandes exprimées sur la période écoulée ait fait l'objet d'un enregistrement de la réponse du contrôle budgétaire sur chacun de ces éléments.

Au besoin, il sollicite le RBOP pour toute demande d'information complémentaire. Dans le cas où le contrôleur budgétaire en charge de l'avis sur le BOP est différent de celui en charge du visa des actes (cas des BOP centraux dont les UO sont déconcentrées), le contrôleur budgétaire du BOP peut être amené à solliciter les autres contrôleurs budgétaires pour toute information et contribution au processus.

La restitution ZREJB permet par ailleurs de connaître, après enregistrements des demandes des gestionnaires et des réponses du contrôleur budgétaire, les montants des blocages d'AE à effectuer sur le centre financier de niveau BOP.

Le contrôleur budgétaire procède, sur chaque BOP concerné, au blocage des AE dont le recyclage n'est pas autorisé, à hauteur du montant total.

Toutefois, en cas de risque particulier et selon l'appréciation du contrôleur budgétaire, les AE peuvent être bloquées avant la saisie des demandes par le gestionnaire et l'examen par le contrôleur. Le blocage sera ensuite levé à hauteur des recyclages accordés par le contrôleur budgétaire.

Afin de sécuriser la procédure (en évitant des absences de blocage ou des doubles-blocages), de permettre une identification des blocages réalisés, puis de déterminer en fin de gestion le montant des AE à annuler et celui des AE éligibles à des reports, les règles suivantes doivent être respectées :

- seul le contrôleur budgétaire en charge de l'avis au BOP doit procéder au blocage des AE non recyclables sur ce BOP (sauf exception accordée par le CBCM) ;
- le montant du blocage à réaliser doit être égal au total des AE dont le recyclage n'est pas autorisé (hors TF et TF) ;
- le RBOP veille à maintenir au niveau du BOP la disponibilité du montant d'AE permettant ce blocage et à s'assurer que les retraits d'affectation sont réalisés dans les meilleurs délais suivant le retrait d'un engagement d'une année antérieure d'AE affectées ;
- une ou plusieurs pièces de blocage peuvent être effectuées mais elles doivent être assorties d'un nommage mentionnant le terme « REJB ».

## ANNEXE 2

### Cas des retraits d'engagements d'années antérieures rendant les AE disponibles

Libellé sous chorus	Cas des retraits d'engagements d'années antérieures rendant les AE disponibles pour de nouveaux engagements
<b>FDC</b>	Dépenses financées par fonds de concours
<b>CHGT TIERS</b>	Changement de tiers bénéficiaire, à hauteur de la reprise de l'engagement dans des conditions similaires
<b>ERR TECH</b>	Correction d'une erreur d'imputation budgétaire ou comptable de l'engagement ou en cas de blocage technique d'un engagement dans le système d'information financière de l'État
<b>DEDIT</b>	Affermissement d'une tranche conditionnelle, pour réutiliser les AE initialement engagées au titre d'une indemnité de dédit ou d'une indemnité d'attente qui n'est finalement pas due
<b>LIGNE GESTION</b>	Réagencement de postes au sein d'un engagement sans modification de l'objet de la prestation
<b>MODIF REG</b>	Modifications réglementaires de comptabilisation ; modifications de modalités techniques de gestion des dépenses dans le système d'information financière de l'État (transfert d'assignations comptables par exemple)
<b>EXO PENA</b>	Exonération de pénalités du titulaire d'un marché, pour permettre le remboursement des pénalités précomptées
<b>TRANS</b>	Modification d'un engagement pour financer le montant d'une transaction liée à l'exécution de cet engagement, dans la limite du montant de cette transaction
<b>MCO</b>	Opération d'investissement concourant à la réalisation, à l'adaptation ou au maintien en condition opérationnelle de matériels de guerre, armes, munitions ou matériels assimilés, cités aux <a href="#">articles L2331-1 et L2335-2 du code de la défense</a> , en cas de modifications des engagements sur affectation préalable qui respectent la fonctionnalité de l'opération d'investissement et qui n'ont pas d'incidence sur son montant global
<b>RDG</b>	Retenue définitive de la garantie sur un précédent marché, pour engager un nouveau marché visant à corriger les malfaçons qui affectent les prestations précédemment réalisées
<b>LCNAS</b>	<u>Résiliation anticipée de baux conclus pour la location des logements concédés pour nécessité absolue de service.</u>
<b>SPECI</b>	Cas particulier de recyclage autorisé par arrêté spécifique
<b>EJBA</b>	Retrait d'engagement d'AE d'année courante sur poste d'EJ d'années antérieures

## ANNEXE 3 – DESCRIPTION DE L'ECRAN DE SAISIE ZREJB

**SUIVI DU RECYCLAGE DES AE (ZREJB)**

Période financière : 8600  
 Période : Janvier à Décembre  
 Exercice : 2018  
 UO : 0113-JEA\* UO : 0135-JEA\* UO : 0203-IDF1\* UO : 0207-IDF1\* UO : 0217-IDF1\*

Montant des retraits hors TF : 992301.74  
 Montant des retraits sur TF : 6557154.92  
 Montant des retraits : 7549456.66  
 Montant des recyclages demandés : 126.00  
 Montant des recyclages autorisés par ACCF : 0.00  
 Montant des blocages à faire : 7549456.66

Recyclage demandé

Zones de saisie pour les échanges  
entre les acteurs : RBOP/RUO et  
ACCF

**Suivi du recyclage des AE (REJB)**

Pos./N° de pic	Texte poste	DF	TF	FDS	Activité	PCE	Sté	CC	Pai/Recycl	Type R	Montant de	Code Motif	Justi. Demi	Cont. bu	Commentaire	Montant
2 4000160289	LGTF_DRIEA-AOO...	0135-07-01	N/A	1-2-00370	013510010101	6117200000	IDF1	IEAUTEA093	10	Oui	Total	57 673,00	Réajust poste EI sans modification objet de la prestation	Car	Accepté	57 673,00
3 4000038700	LGTF_DRIEA-AOO...	0135-07-01	N/A	N/A	013510010101	6117200000	IDF1	IEAUTEA093	2	Oui	Partiel	1,00	Rembt au titulaire suite exo pénalités précomptées	fds	Accepté	2 870,00
3 4000160810	LGTF_DRIEA-AOO...	0135-07-01	N/A	N/A	013510010101	6117200000	IDF1	IEAUTEA093	10	Non	Total	0,00		RAS		2 870,00
2 4000160808	LGTF_DRIEA-AOO...	0135-07-01	N/A	1-2-00370	013510010101	6117200000	IDF1	IEAUTEA093	10	Oui	Total	53 713,00	Chgt tiers à hauteur reprise de l'engagt aux mêmes cond	Car		53 713,00
3 4000038645	LGTF_DRIEA-AOO...	0135-07-01	N/A	N/A	013510010101	6117200000	IDF1	IEAUTEA093	2	Oui	Total	28 970,00	Chgt tiers à hauteur reprise de l'engagt aux mêmes cond	Car	Refus	28 970,00
3 4000160809	LGTF_DRIEA-AOO...	0135-07-01	N/A	N/A	013510010101	6117200000	IDF1	IEAUTEA093	10	Oui	Total	28 970,00	Chgt tiers à hauteur reprise de l'engagt aux mêmes cond	Car		28 970,00
2 4000038625	LGFTTC_UD93_A...	0135-07-01	N/A	N/A	013510010101	6117200000	IDF1	IEAUTEA093	2	Oui	Partiel	126,00	Chgt tiers à hauteur reprise de l'engagt aux mêmes cond	789		136 344,...
2 4000160609	LGFTTC_UD93_A...	0135-07-01	N/A	N/A	013510010101	6117200000	IDF1	IEAUTEA093	10	Oui	Total	45 448,00	Régulation anticiu baux pour location bords concédés IAS	Evolution		45 448,00